

N° 123

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 1^{er} MAI 1975

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait savoir à la Chambre que le greffier de la Chambre a déposé sur la Table le septième rapport du greffier des pétitions, qui fait connaître qu'il a examiné la pétition ayant trait à la question de la commutation de la peine capitale, présentée par M. John Reynolds, député et plusieurs autres, le mercredi 30 avril 1975, et il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement quant à sa forme.

En conformité des dispositions du paragraphe (4) de l'article 39 du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 564—M. Symes

1. Pour chacune des années financières 1972-1973 et 1973-1974, quelles sommes d'argent le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il consacrées à la publicité ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels ces contrats ont été adjugés, quelles sommes d'argent ont été dépensées dans chaque cas et quel était le but de chaque contrat?

3. Quant aux frais de publicité ou d'information de la division de la publicité ou d'information du Ministère, quels étaient, dans chaque cas, le montant et le but de la dépense?—(Document parlementaire n° 301-2/564).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lang, appuyé par M. Drury,—Que le Bill C-41, Loi portant stabilisation du produit net de la production et de la vente du grain de l'Ouest et modification consécutive de certaines lois, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de l'agriculture.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires émanant des députés, suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 15 du Règlement).

(Avis de motions (documents))

M. Broadbent, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toute la correspondance échangée, l'an dernier, entre la *United Aircraft* et le gouvernement, ainsi que des contrats relatifs à l'octroi de subventions du gouvernement à la *United Aircraft*, au cours des cinq dernières années.—(Avis de motion portant production de documents n° 17).

Il s'élève un débat;